

**Union européenne - 60e  
anniversaire du traité de Rome -  
Entretien de M. Jean-Marc Ayrault,  
ministre des affaires étrangères et  
du développement international,  
avec le site [www.touteurope.eu](http://www.touteurope.eu) -  
Extraits**

(Paris, 24 mars 2017)

**Q** - Le 25 mars, l'Europe fête ses 60 ans en célébrant l'anniversaire du traité de Rome. Quels sont, selon vous, les principaux acquis de la construction européenne ?

**R** - Il faut d'abord se souvenir dans quelles circonstances, ce projet est né. Il est né d'une volonté de répondre à une question essentielle : quelle initiative peut-on prendre, cinq ans après la Seconde guerre mondiale, pour ne pas revivre un tel drame ? On était dans un contexte de guerre froide et pour la France, tendre la main à l'Allemagne était un geste courageux, qui donnait du sens à un projet : vivre en paix. Aujourd'hui, cela paraît comme une évidence de vivre sur un continent en paix, mais à l'époque il a fallu des gens suffisamment lucides pour se dire qu'on ne devait plus utiliser les moyens de la guerre pour régler les différends. Cela passait - et cela passe toujours, il est étonnant de devoir le rappeler, par le respect des frontières. Donc d'abord la paix, voilà le premier acquis.

**Q** - Quels sont les autres ?

**R** - La démocratie, les libertés. C'est pour cela que des peuples qui vivaient sous la dictature regardaient vers l'Europe : l'Espagne, le Portugal, la Grèce... De même, au moment de la chute du mur de Berlin et de la dissolution de l'Union Soviétique, les pays de l'Est de l'Europe ont voulu rejoindre l'Union européenne. En fait, si les Européens sont attachés à ce beau projet, c'est bien parce qu'il y a quelque chose de fort qui les unit. Enfin, l'Europe est aussi devenue un espace de prospérité même si le chômage y est encore trop élevé. S'il n'y avait pas eu l'UE, l'euro, la BCE, aurait-on pu faire face à la crise des subprimes ? L'Europe, c'est aussi une économie de la connaissance, tournée vers la recherche et l'innovation. L'Europe a ainsi pu être à l'origine d'aventures industrielles comme Airbus, d'innovations comme Galileo. C'est également un projet politique qui s'accompagne de normes sociales et environnementales parmi les plus élevées au monde.

**Q** - Pour autant, malgré ces avancées, les citoyens sont de plus en plus sceptiques sur les bienfaits de l'Europe.

**R** - Il est important de rappeler ces acquis, important de redire que l'Europe ce sont des valeurs et des principes communs. Mais cela ne veut pas dire qu'un doute ne s'est pas installé dans l'esprit des Européens. L'Europe est aujourd'hui menacée de l'intérieur, par les populistes qui

exploitent les peurs, les insatisfactions et les difficultés sociales, comme le chômage. Certains pays souffrent plus particulièrement. Une partie de la jeunesse se sent abandonnée. Les institutions européennes pâtiennent d'un fonctionnement beaucoup trop lourd et bureaucratique. Les États membres n'assument pas suffisamment leur engagement européen. Il est évidemment plus difficile de gouverner à 28 qu'à 6 ou à 12. Sur ce point, sans modifier les traités, il faut donc inventer quelque chose de nouveau. Il faut parler du fait que, dans les crises, l'UE a démontré son aptitude à agir vite. En matière de sécurité par exemple, en 6 mois, nous avons été capables de mettre en place ce PNR (Passenger Name Record), qui était bloqué depuis des années. Nous avons aussi créé un corps de garde-côtes et de gardes-frontières européens. Les évolutions du monde sont un autre défi pour l'UE. L'élection de Donald Trump la met face à une possible rupture avec l'appréciation que Barack Obama portait sur l'Europe, dans un discours à Hanovre «Vous avez construit quelque chose d'extraordinaire soyez en fiers et les meilleurs défenseurs». De même, la Russie n'est manifestement pas favorable à une Europe forte.

Q - Dans ce contexte, se présente le sommet de Rome (25 mars). Quelle portée aura la déclaration des chefs d'État, sera-t-elle symbolique ? Ou s'agira-t-il d'une prise de position pour action ?

R - Il faut non seulement fixer des priorités d'action, mais aussi afficher une vision. La vision c'est d'affirmer que, dans notre monde globalisé, l'Europe doit être unie et forte pour peser. Il suffit de regarder du côté de l'Inde, de la Chine, de l'Australie : ces pays ne cherchent pas à s'isoler. Ils veulent continuer à développer leurs échanges, notamment économiques, et ils reconnaissent que certaines questions doivent être traitées à l'échelle mondiale. Pour «civiliser» la mondialisation, aucune nation aussi prestigieuse et aussi influente soit-elle, comme la France, ne pourra le faire seule. L'Union européenne en a elle la capacité. C'est le message qu'il faut faire passer à nos concitoyens. La France et l'Allemagne doivent prendre leurs responsabilités : plus que jamais la volonté et l'action du couple franco-allemand seront déterminantes.

Q - La commission européenne a produit un livre blanc avec cinq scénarios de relance de l'Europe. Est-ce que Français et Allemands ont une vision commune du scénario à privilégier ?

R - La France est pour garder le cap de la construction d'une Europe plus unie : renforcer la zone euro, assurer la sécurité des Européens, donner à notre union les moyens de son autonomie stratégique, investir dans la transition énergétique et la révolution numérique. Mais aussi accepter l'idée qu'il peut y avoir une Europe différenciée pour aller plus loin, chacun à son rythme. L'Europe différenciée, c'est permettre à ceux qui veulent aller plus vite ensemble de le faire, sans fermer la porte à ceux qui répondent plus tard. Ça existe déjà aujourd'hui ! Avec l'euro et Schengen. On peut ainsi imaginer des coopérations renforcées pour mettre en place un parquet européen pour poursuivre les atteintes aux intérêts financiers de l'UE, favoriser la convergence sociale et fiscale au sein de l'Union européenne. Nous avons travaillé dans cette voie avec Franck-Walter Steinmeier lorsqu'il était ministre allemand des affaires étrangères (président fédéral d'Allemagne depuis le 19 mars 2017) et produit des propositions communes sur l'avenir de l'Europe, dans le contexte du Brexit. Avant même le vote des Britanniques, nous avons anticipé la nécessité de parvenir à une relance de l'Europe.

Q - Cela ne risque-t-il pas de créer deux groupes et casser l'unité que vous souhaitez préserver

?

R - Non, si nous expliquons bien ce que nous souhaitons faire, sans condescendance, sans créer une sorte de hiérarchie. Au lendemain du vote pour le Brexit (juin 2016), j'ai eu des contacts avec tous mes homologues européens. J'ai souvent trouvé beaucoup de convergences avec les positions françaises. Travailler à conserver l'unité, c'est aussi ça, se rencontrer en dehors des réunions à Bruxelles et entretenir des liens qui nous unissent en lançant des projets communs.

Q - Vous évoquez le Brexit. Comment faire pour que la sortie du Royaume Uni soit une réaffirmation du principe européen et non un coup d'arrêt ?

R - Le Brexit a levé un tabou : celui de l'irréversibilité de l'appartenance à l'UE. Les partis populistes continuent leur croisade, mais je note qu'aux Pays-Bas (élections législatives le 15 mars 2017), c'est le parti libéral de Mark Rutte qui l'a emporté. C'est un signal positif. En réponse au départ du Royaume-Uni, il faut une Europe forte, qui définisse des priorités claires et qui les mette en oeuvre. Il y a eu le sommet informel de Bratislava (septembre 2016). Des objectifs ont été fixés. Passons à l'action ! Protéger les frontières, gérer les enjeux régaliens et de sécurité en partenariat avec l'Afrique, organiser une défense européenne, mais aussi rehausser le niveau d'investissement au sein de l'UE, afin de renforcer la place de notre continent dans le monde.

Q - Ne faut-il pas aussi redonner un sens à l'Europe sociale ?

R - Il faut montrer que l'Europe s'investit pleinement dans cette dimension essentielle du modèle européen. Nos concitoyens n'acceptent plus que la libre circulation s'accompagne d'un nivellement par le bas ou d'un moins disant social. C'est tout l'enjeu de la réforme en cours de la directive sur le détachement des travailleurs et de la définition d'un socle européen des droits sociaux. Nous devons aussi nous occuper de la jeunesse. La garantie jeunesse n'est pas suffisante. Et Il faut consulter, impliquer la société civile... Pour tout cela, personnellement, je ne suis pas tenté par un saut institutionnel, comme certains le demandent. Je crois qu'il faut faire mieux fonctionner les institutions actuelles au service des réponses aux aspirations de nos peuples.

Q - Il y a une certaine urgence, on sent bien que l'Europe doit se positionner maintenant dans la carte mondiale, qui se redessine depuis l'élection de Donald Trump qui clame «America First». Quelle place pour l'Europe entre USA et Chine ?

R - Les Chinois veulent une Union européenne forte, car ils souhaitent un monde stable. C'est ce que m'a confié récemment mon collègue Wang Yi (ministre des affaires étrangères chinois). Ce qui est central, dans la période qui s'ouvre, c'est de savoir si les Américains vont faire le choix du protectionnisme ou, au contraire, apporter leur concours à l'entreprise de régulation de la mondialisation. S'ils vont confirmer ou pas leur engagement en faveur de l'accord de Paris. S'ils vont jouer la carte du multilatéralisme ou faire le choix de l'isolationnisme. On entre dans une phase d'incertitudes très importante qui doit encourager l'Europe à jouer tout son rôle. L'UE doit notamment, dans le domaine du commerce mondial, occuper sa place de

puissance régulatrice, utilisant tous ses leviers en faveur d'un juste échange, fondé sur la réciprocité des règles et le respect des préférences collectives.

Q - Le 6 mars dernier, à l'issue du conseil des ministres des affaires étrangères de l'UE, vous avez déclaré que l'Union européenne entrait dans du concret sur le projet de défense européenne. Où en est-ce projet ?

R - Depuis des mois, nous avons travaillé à la concrétisation de l'Europe de la défense et le conseil européen a approuvé plusieurs décisions. Face aux nouveaux risques et aux nouvelles menaces qui s'affirment, il est essentiel que l'Europe prenne ses responsabilités et se donne les moyens de son autonomie stratégique, en complémentarité avec l'OTAN. Le financement de la défense européenne et de l'effort de recherche mérite une attention particulière. Il faut maintenant passer à l'acte.

Q - Bousculée par la crise des réfugiés, l'Union européenne envisage-t-elle de plus en plus de repenser à l'avenir de son action extérieure en direction des pays africains ?

R - Oui. J'ai assisté, les derniers mois, à une véritable prise de conscience, notamment de la part de l'Allemagne. Les relations avec l'Afrique doivent devenir pour l'Union européenne une priorité renforcée, non seulement en raison de l'afflux de réfugiés et de migrants, mais aussi parce que le continent africain, qui est en croissance, doit pouvoir saisir toutes les opportunités, en particulier pour sa jeunesse. C'est donc le moment pour l'Europe d'investir fortement dans son partenariat avec l'Afrique d'autant plus que les États-Unis affichent l'intention de se désengager. Aujourd'hui, la France est le cinquième contributeur à l'aide publique au développement et l'Union européenne en fournit environ 55%. Peu d'Européens en ont conscience. Lors du G20 qui s'est déroulé à Bonn, les 16 et 17 février derniers, la coopération avec l'Afrique figurait à l'ordre du jour. Je me réjouis des débats qui ont eu lieu à cette occasion et qui ont confirmé la nécessité d'agir en faveur du développement et de la sécurité de ce continent d'avenir.

Q - Les relations entre l'UE et la Turquie sont actuellement particulièrement sensibles. Le président de la commission européenne vient d'annoncer que la réintroduction de la peine de mort en Turquie mettrait fin aux discussions sur l'adhésion à l'Union européenne. La France soutient-elle Jean-Claude Juncker sur ce point ?

R - Les critères de Copenhague, qui engagent les candidats à l'adhésion, sont très clairs. La Turquie sait bien que la réintroduction de la peine de mort ne serait pas conforme à ces critères. De plus, la Turquie est aussi membre de l'OTAN et du conseil de l'Europe, ce qui emporte le respect d'un certain nombre de valeurs. La Turquie est un grand pays confronté à un certain nombre de défis, comme l'arrivée massive de réfugiés syriens. La meilleure façon d'y faire face est de respecter l'état de droit et les libertés fondamentales. Pas l'inverse. Le référendum constitutionnel qui sera organisé le 16 avril prochain fait l'objet d'une campagne très vive et très intense en Turquie, comme en direction des communautés turques résidant dans plusieurs pays Européens. Elle a donné lieu à des tensions et des provocations qui, à l'égard de partenaires européens, n'ont pas lieu d'être. C'est la raison pour laquelle depuis plusieurs semaines j'appelle à l'apaisement.

Q - L'accord avec la Turquie, au regard de la dérive d'Erdogan, était-il une bonne idée ?

R - Cet accord a fait l'objet de certaines critiques, mais, globalement il fonctionne. La situation n'en n'est pas moins difficile pour les personnes qui fuient les zones de conflit et avec lesquelles nous devons être solidaires. L'Union européenne tente d'apporter des solutions concrètes. En octobre dernier, elle a ainsi créée l'Agence européenne de garde-côtes et gardes-frontières, qui développe et complète les missions et moyens de l'agence Frontex, opérationnelle depuis 2005.

Q - L'euro fête cette année son quinzième anniversaire. Quelles améliorations apporter ? Faut-il un gouvernement de la zone euro ?

R - Une meilleure gouvernance de la zone euro est importante, pour apporter plus de lisibilité. Elle doit s'accompagner d'un renforcement de sa cohérence et de stabilité comme d'une convergence accrue entre ses États membres, parce que l'idée de base est d'avoir une politique économique plus intégrée. Je propose de commencer en franco-allemand.

Q - Le contexte économique général est meilleur qu'en 2008 mais l'UE doit faire face à des inconnues, notamment sur le plan du commerce international...

R - Nous devons convaincre les Américains qu'une Union européenne plus forte est dans leur intérêt. Plus les États membres de l'Union européenne s'affirmeront collectivement, plus nous pourrons réussir. Actuellement dans le débat politique franco-français, il y a un effet de "mode" qui consiste à s'opposer aux traités de libre échange, mais il faut rappeler que, sans ces accords, c'est la loi du plus fort qui prévaut. Les échanges mondiaux existent. Ils ne vont pas s'arrêter. Si nous n'avons pas de cadre, c'est l'anarchie. Par contre, ces accords doivent être mieux négociés. De ce point de vue, le TTIP était mal parti et ne pouvait aboutir en l'état. À l'inverse, la négociation entre l'UE et le Canada sur le CETA peut servir d'exemple, avec la mise en place de mécanismes transparents de règlement des différends et une réelle réciprocité. Il en découlera des bénéfices pour tous les Européens.

Q - Le 15 mars dernier, l'extrême-droite n'a pas réalisé de percée notable aux Pays-Bas. Quelle leçon doit-on tirer de ce résultat ?

R - Il faut relever que les Néerlandais se sont fortement mobilisés. Tout au long de la campagne, il y a eu beaucoup de débats qui ont porté sur l'immigration et sur l'islam, mais pas seulement. Les questions sociales ont aussi beaucoup compté. Dans un système électoral à la proportionnelle, une coalition va désormais devoir être formée. Mais comme je le disais, dans le contexte de la croisade des partis populistes en Europe, la victoire du parti libéral de Mark Rutte est un signe encourageant.

Q - Martin Schulz vient d'être élu à l'unanimité à la tête du parti social-démocrate allemand. Il devient le principal adversaire d'Angela Merkel et pourrait devenir le prochain chancelier. Quelles sont ses chances de victoire ?

R - Le retour du SPD dans la course est très sain pour la démocratie allemande et il semblerait en parallèle que l'AFD soit actuellement en difficulté. Le discours de Martin Schulz lors de son élection à la tête de son parti a été très convaincant.

(...)

Q - Quels leviers l'Europe peut-elle actionner pour mieux protéger son territoire dans la lutte contre le terrorisme ?

R - L'attentat à Westminster, mercredi dernier, nous rappelle cruellement la menace qui pèse sur l'Europe. Cette menace terroriste, par son ampleur, est nouvelle et prend des formes inédites. Tous les États membres doivent y faire face. C'est un sujet complexe, car il touche à des questions qui appartiennent, pour l'essentiel, aux compétences des États. Mais, l'Europe peut apporter des moyens et des outils en faveur de la sécurité des Européens. C'est en ce sens que nos efforts ont porté au cours des derniers mois : meilleur contrôle des armes à feu, renforcement de la lutte contre le financement du terrorisme, accroissement de la surveillance de nos frontières extérieures, et je pense bien sûr toujours aux garde-côtes et gardes-frontières européens, dotés de moyens humains et matériels d'intervention rapides. En matière de sécurité également, une action collective est indispensable. Et l'Europe peut nous permettre d'être plus forts ensemble./.